



## Vent mauvais sur l'information en Europe

Le Parlement européen vient de rendre public un rapport alarmant (« Analyse comparée de la liberté de la presse et du pluralisme dans les Etats membres de l'UE ») sur l'état de l'information dans le vieux continent. Ses mots sont particulièrement sévères en ce qui concerne la France.

Tous les pays sont touchés par cette vague de concentrations et de censure, de la France à la Turquie. Chaque jour, la désinformation gagne du terrain ; on relève des atteintes à la liberté d'information au quotidien, mais aussi des intimidations de journalistes, des restrictions aux lois et à la protection des sources, etc. En Turquie, des journaux sont fermés et des journalistes emprisonnés.

A son tour, la Hongrie se distingue : le quotidien hongrois *Nepszabadsag* a arrêté brutalement sa parution et les journalistes interdits d'entrer dans leurs locaux.

*Nepszabadsag* est un quotidien d'opposition à la politique du premier ministre Viktor Orban. Propriété du groupe suisse Ringier, il a été cédé avec deux autres titres nationaux, *Vilaggazdasag* et *Nemzeti Sport*, et huit quotidiens régionaux à un fonds d'investissement autrichien, Vienna Capital Partners et à sa filiale de Budapest Mediaworks en janvier 2014.

Vienna Capital Partners, qui possède de nombreux actifs industriels en Hongrie et en Pologne, prétexte d'arguments économiques pour suspendre un quotidien dont les commentaires ne sont pas du goût de M. Orban. Les journalistes du quotidien réfutent ces arguments et dénoncent la politique d'Orban qui organise la pénurie de publicité dans les titres de ses détracteurs.

Décidément un vent mauvais souffle sur l'information en Europe, où les médias sont de plus en plus contrôlés, comme en France, par les plus grandes fortunes et les fonds d'investissement, étroitement liés aux appareils d'état.

Pour le SNJ-CGT, le Parlement européen ne peut plus se contenter de multiplier les rapports sur la concentration des médias et sur les atteintes au pluralisme ; il est urgent, aujourd'hui, de légiférer pour libérer l'information.

Montreuil le 10/10/2016  
SNJ-CGT